

# La racialisation de la société québécoise

**Micheline Labelle**

Professeure émérite de sociologie, UQAM, fondatrice de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations (2003-2014)

À l'été 1990, je rédigeais pour *Le Devoir* un article intitulé « Pour résoudre le conflit amérindien. Ne pas s'enfermer dans une vision raciale ». Je réagissais à la façon dont la crise d'Oka était alors présentée comme un conflit racial opposant des « Blancs » à des Autochtones, une catégorisation à forts relents coloniaux.

Trente ans plus tard, les revendications des Wet'suwet'en au Canada et l'assassinat de George Floyd aux États-Unis ont provoqué un nouveau débat sur le racisme systémique. Cependant, on passe sous silence une autre question de fond, tout aussi importante, soit la racialisation accélérée des citoyennes et des citoyens.

En effet, le renforcement du langage de la « race » dans l'espace public s'effectue, et de façon pire qu'en 1990, avec la complicité de journalistes, d'éditorialistes, de chroniqueurs, de réseaux sociaux, d'intellectuels et de militants eux-mêmes antiracistes. La « blanchité » sert désormais à étayer le débat sur le racisme.

## Définition

Qu'y a-t-il derrière cette nouvelle tendance ? Une controverse scientifique et politique en cours. Déjà, on doit rappeler qu'il n'y a pas de définition universelle du racisme, ni chez les scientifiques, ni dans les textes des institutions internationales, ni dans ceux des gouvernements concernés pas l'antiracisme. Il en va de même quant à l'utilisation du présumé de la « race » pour combattre le racisme.

Depuis les années 1980, des spécialistes de divers pays anglophones (ca-

nadien y compris) ont insisté sur la nécessité de changer la terminologie dominante pour analyser le racisme. Le concept de « processus de racialisation/racisation » a représenté pour plusieurs une solution de rechange au mot « race ». Pour quelle raison ? D'abord parce que les races n'existent pas sur le plan biologique. Il y a unité génétique de l'humain. Ensuite, chaque société a une conception différente de ce qui est censé être phénotypiquement évident, comme la couleur de la peau. Alors que le processus de racialisation implique clairement que les groupes cibles du racisme ont été l'objet d'une assignation identitaire relevant de l'idéologie raciste ; et ils ne l'ont pas choisie.

À titre d'exemple, la Loi fédérale sur l'équité en matière d'emploi définit le terme « minorité visible » comme suit : « Il s'agit de personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche » (et on énumère quasi le monde entier). À l'opposé, dans son mémoire présenté lors de la consultation québécoise sur le racisme de 2006, le Barreau du Québec prenait position et estimait, à l'instar de la Commission ontarienne des droits de la personne, que « la notion de groupe « racialisé » est plus à même de cerner la réalité vécue par les personnes victimes de racisme ou de préjugés raciaux en ce que la race est un marqueur qui est imposé par le regard de l'autre ».

D'autres voies sont possibles. « *To be called by our own names* », réclamaient des Autochtones lors d'une des conférences des Nations unies contre le racisme. On le sent clairement au Québec. Des intellectuels et des militants s'identifient comme Afro-Américains ou *African Americans* plutôt que

comme *Blacks*. Dans le débat récent sur le racisme systémique, on a entendu Will Prosper parler d'Afro-descendants. À quand le terme Afro-Québécois, parmi d'autres ?

Mais un autre courant d'analyse, celui des *whiteness studies*, d'abord développé aux États-Unis, se diffuse en France et au Québec. Selon ce « paradigme », renforcé par la mouvance décoloniale, la « race » est profondément ancrée dans les modes de pensée et d'action et demeure une composante centrale de l'identité des minorités et de leurs pratiques de résistance. Nommer la « race » serait essentiel à la lutte contre le racisme, même si elle relève du mythe social. On parle ici de « domination blanche », de suprématie et de normes « blanches », de « blanchité ». On appelle à la déconstruction de l'« identité blanche », à la remise en question du « privilège blanc ». Porté à l'extrême, ce courant est devenu accusateur, culpabilisant et relève désormais de la police de la pensée.

## La majorité blanche

Ainsi, au Québec, des intellectuels polarisent le débat en ciblant une « majorité blanche » (sous-entendue francophone) ou encore « la majorité québécoise d'origine canadienne-française », tout en occultant le fait que la majorité francophone est démographiquement plurielle et métissée par des Innus, des Irlandais, des Haïtiens, des Chiliens, des Marocains, et que le racisme existant au sein des minorités et entre minorités doit également faire l'objet d'une large attention. Un problème plus complexe qu'il n'y paraît. Et surtout, ce paradigme de la « blanchité » omet ou subordonne, en dépit de déclarations péremptives sur l'intersectionnalité, la question des classes sociales qui complexifie hautement l'analyse du racisme.

En conclusion, j'espère que le comité chargé de formuler des mesures antiracistes par le gouvernement Legault pourra s'élever au-dessus de cet essentialisme racialisant qui imprègne de plus en plus la nation québécoise. Il a un choix à faire : analyser les manifestations du racisme, ses niveaux (direct, indirect, systémique), ses cibles, les mots pour le dire, et proposer des mesures de combat soutenues par une volonté politique, qui ne resteront pas sur les tablettes, comme le dernier plan quinquennal des libéraux (2008-2013) dont on n'a plus entendu parler.

## III CORONAVIRUS

# Le combat exemplaire de l'Allemagne

Huguette Gagnon  
Québec

**En temps de pandémie, n'y aurait-il pas lieu que les provinces acceptent de laisser tomber leurs batailles de compétences si cela permettait que des vies humaines soient sauvées ?**

L'Allemagne a eu des résultats exceptionnels jusqu'à maintenant dans le cadre de la pandémie. Par million d'habitants, son taux de décès est de 108, alors que le Canada a un taux de 229, le taux catastrophique du Québec (652) étant comptabilisé dans le taux du Canada. L'autre province qui a un taux de décès élevé est l'Ontario, avec un taux de 262.

Une partie de la réussite de l'Allemagne s'explique par le dépistage précoce : des tests ont été faits à partir de février 2020 chez les personnes asymptomatiques notamment (les cas confirmés se retrouvent surtout chez les 45-50 ans). Cependant, la façon de prendre les décisions en Allemagne explique aussi sa réussite.

La chancelière, Angela Merkel, s'est adressée à la population pour donner des explications sur la pandémie, mais toutes les mesures (confinement, déconfinement, etc.) ont été prises de concert avec les gouvernements régionaux, qui correspondent aux gouvernements des provinces au Canada.

Toutes les deux semaines, M<sup>me</sup> Merkel tenait une conférence de 4 à 5 heures avec les chefs des gouvernements régionaux pour discuter de la pandémie (mesures à prendre, etc.). Elle faisait une synthèse et les gouvernements régionaux établissaient leur feuille de route en conséquence. Les décisions de l'Allemagne ont donc été prises de manière concertée, consensuelle, avec des gens d'allégeances politiques différentes.

Ici, au Canada, M. Trudeau s'est gardé d'intervenir dans les champs de compétence des provinces et je sais qu'il lui était difficile de faire autrement, compte tenu des réactions bien connues des provinces à cet égard. En temps de pandémie, n'y aurait-il pas lieu que les provinces acceptent de laisser tomber leurs batailles de compétences si cela permettait que des vies humaines soient sauvées ?

## Plus difficile au Canada

En procédant comme l'Allemagne, les provinces qui sont premières de classe contribueraient à ce que les dernières de classe connaissent leurs solutions et appliquent les bonnes décisions. Un seul exemple : on sait que, lors du premier décès survenu le 8 mars 2020 en Colombie-Britannique, cette province a procédé d'une manière efficace dans les CHSLD. Tous les employés et tous les résidents de ces établissements ont été testés, dont les asymptomatiques évidemment, et il a été interdit aux employés de travailler dans plus d'un établissement (bilan de la Colombie-Britannique : 177 décès ; Québec : 5577).

Je ne comprends pas que le D<sup>r</sup> Arruda et M. Legault n'aient pas suivi l'exemple de la Colombie-Britannique, mais si toutes les mesures avaient été prises au Canada de la même façon qu'elles l'ont été en Allemagne, soit en concertation (gouvernement fédéral et gouvernements provinciaux), le Québec aurait nécessairement appliqué ce qui a été fait en Colombie-Britannique le 8 mars 2020. Que de vies sauvées !

La manière actuelle de prendre des décisions au Canada a conduit à une différence de protection des personnes âgées qui vivaient dans les CHSLD selon la province où elles habitaient, car toutes les provinces n'ont pas offert le même degré de protection. Au Québec, alors qu'elles devaient être protégées en priorité, les personnes des CHSLD ont été oubliées. Si les décisions avaient été prises de concert avec M. Trudeau et les premiers ministres de toutes les provinces, je crois que ces personnes n'auraient pas été oubliées et que M. Legault aurait eu le conseil d'augmenter le personnel dans les CHSLD. Il est probable aussi que l'aide de l'armée lui aurait été offerte à ce moment-là, aide qu'il a tant tardé à demander, alors que plusieurs voix dans la population lui demandaient de le faire.

J'ai plus de 70 ans et je vis toujours dans mon domicile, mais s'il y avait une autre pandémie au Canada et que j'étais alors dans un CHSLD au Québec, je ne voudrais pas vivre ce que leurs résidents ont vécu en 2020. [...]

Je sais que les provinces ont chacune des particularités, mais je crois qu'il est quand même possible qu'elles laissent tomber leurs batailles de compétences en temps de pandémie et qu'elles travaillent toutes de concert avec le fédéral, afin de sauver le plus de vies humaines possible.

# Un « ticket » d'union nationale pour la présidentielle américaine

**Marie-Christine Bonzom**

Journaliste, politologue et spécialiste des États-Unis

Beaucoup envisagent un monde de l'après-COVID qui devrait réinventer la façon dont nous investissons, produisons, consommons, apprenons, travaillons, voyageons ou interagissons. Mais la politique ne saurait être immunisée contre la réinvention.

Les États-Unis souffrent d'une aggravation de la polarisation partisane, qui n'a fait qu'empirer depuis Donald Trump.

Ce démocrate devenu républicain, qui a surfé sur une vague de colère envers la classe politique, a emprunté le pire aux politiciens de carrière et porté la polarisation à son paroxysme.

Face à une crise sanitaire historique flanquée d'une crise économique, sociale et raciale, les Américains se rendent compte qu'un rôle crucial du gouvernement est de les protéger de la maladie, du chômage, de la pauvreté et de la violence, y compris celle de leurs propres policiers.

Le 3 novembre, ils ne devraient pas en être réduits à choisir entre deux rivaux discutables pour résoudre une crise nationale et lutter contre la Chine pour l'hégémonie mondiale.

Trump a affronté la Chine et prétend placer l'« *America first* », mais il n'a montré aucune compassion envers les morts, les malades et les victimes économiques du « virus chinois ». Accusé de racisme, le président a violé la Constitution le 1<sup>er</sup> juin en ordonnant l'usage de la force pour disperser une manifestation pacifique.

Joe Biden, en trois campagnes présidentielles, n'avait pas gagné de primaire avant février. Il n'est le seul démocrate encore en lice que grâce aux pressions du parti sur les autres prétendants. Lui aussi accusé de racisme, il fut le vice-président de Barack

**La vocation que Mitt Romney et Bernie Sanders ont ressentie pour briguer la présidence par deux fois doit être encore plus pressante aujourd'hui**

Obama qui, malgré huit ans au pouvoir, rata l'occasion de transformer le système de santé et l'administration de la police.

## Rupture

Ayant créé ou négligé les maux mis à nu par la crise, aucun des deux « grands » partis n'est du reste crédible pour y remédier. L'heure exige donc une rupture pour sortir de l'impasse actuelle. Elle exige un « ticket » d'unité nationale.

Bernie Sanders et Mitt Romney devraient se présenter en tandem. Ces sénateurs sont essentiellement des indépendants. Or, les Américains qui ne se reconnaissent dans aucun des deux partis forment la catégorie dominante et la seule part croissante de l'électorat.

Sanders est, de loin, le politicien le plus en phase avec les dossiers préoccupant depuis longtemps les Américains et soulignés par la crise : création d'un système universel et public de santé, réduction des inégalités et des discriminations, amélioration des emplois et des salaires, soutien à une agriculture durable et aux circuits courts de consommation, protection de l'environnement, démondialisation.

Romney est, pour sa part, le premier membre de l'establishment républicain à avoir dénoncé les failles de Trump. Il est le seul sénateur de l'histoire du pays à avoir accusé d'abus de pouvoir un président issu de son propre parti. Face à la mort atroce de George Floyd, il est le seul républicain du

Congrès à s'être joint aux manifestants pour affirmer que « les vies noires comptent ».

Un gouvernement Sanders-Romney devrait placer « *all Americans first* », mais ne pas laisser l'« *America* » isolée. Romney, comme Sanders, a raison sur l'injustice raciale et sexuelle. Sanders a eu raison sur l'Irak, Romney sur la Russie. Tous deux ont raison sur la Chine.

Les États-Unis ont déjà connu un ticket et un gouvernement d'union nationale. Pendant la guerre de Sécession, la nécessité d'une réconciliation amena le président républicain Abraham Lincoln à briguer un second mandat avec le démocrate Andrew Johnson.

« La convention [du Parti de l'Union nationale] et la nation sont animées par une conception plus élevée des intérêts du pays », expliqua Lincoln en 1864. Le tandem Lincoln-Johnson fut élu par un raz-de-marée.

Aujourd'hui, un gouvernement d'union nationale ne devrait pas réunir que des démocrates et des républicains. Il devrait aussi inclure des verts et des libertariens, des entrepreneurs socialement responsables, des militants économiquement responsables, des gens de toutes couleurs, beaucoup de jeunes et de femmes.

Ce gouvernement devrait tendre la main aux électeurs de Trump, qu'ils soient des républicains, d'anciens démocrates ou des citoyens détachés du processus politique avant 2016.

La vocation que Romney et Sanders ont ressentie pour briguer la présidence par deux fois doit être encore plus pressante aujourd'hui. Ils devraient convoquer leur esprit indépendant et les valeurs profondément américaines d'audace et d'espoir pour œuvrer à ce que la politique et le gouvernement réconcilient et servent l'Union.